

# DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

**CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023**  
VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Licence Droit	
<b>Caractérisation de la formation</b>	
<b>Intitulé de la formation</b>	Droit (nomenclature nationale)
<b>Type de cursus</b>	Licence
<b>Parcours</b>	Deux parcours ouverts au niveau L3 : - Droit - Administration publique
<b>Lieu(x) de la formation</b>	Reims (parcours Droit et parcours Administration publique) Troyes (parcours Droit)
<b>Évolution de la formation</b>	<p>(1) <del>Renouvellement à l'identique</del></p> <p><b>(2) Renouvellement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</b></p> <p>(3) <del>Renouvellement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</del></p> <p>(4) <del>Création issue d'une restructuration</del></p> <p>(5) <del>Création ex nihilo</del></p>
<b>Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation</b>	
1. Assurer un suivi et un soutien pour le parcours LAP qui présente des résultats inquiétants :	

**Actions envisagées :** il est envisagé que le parcours LAP n'ouvre plus que sur un seul site (Campus Croix-Rouge à Reims). De la sorte, il est attendu une concentration des effectifs actuellement dispersés entre Reims et Troyes dans cette filière sélective, ce qui devrait permettre une meilleure émulation des promotions, favorisant leur réussite (déjà satisfaisante, puisque les taux de réussite étaient les suivants (32/41 en 2018-2019 ; 25/32 en 2019/2020 et 31/32 en 2020/2021). La professionnalisation en parcours AP sera également renforcée en proposant aux étudiants de réaliser un « Dossier professionnel/Dossier métiers » consistant en un dossier élaboré autour d'un corps ou d'un cadre d'emplois de la fonction publique (aspects statutaires) avec obligation d'intégrer des témoignages recueillis par l'étudiant auprès de plusieurs membres de ce corps ou de ce cadre d'emplois.

Pour les étudiants hésitant entre deux corps ou cadre d'emplois, le dossier professionnel pourrait avoir une visée comparative.

## **2. Rééquilibrer l'ensemble de la formation qui [a] une coloration plus droit public et science politique que droit privé, notamment au sein des matières obligatoires de la troisième année.**

**Actions envisagées :** s'il est essentiel de conserver un tronc commun important jusqu'à la L2 incluse, les nouvelles maquettes accentueront davantage l'individualisation possible en L3. En effet, si chaque étudiant se verra toujours contraint de prendre *a minima* une matière de droit privé et une matière de droit public par semestre (matières prédéterminées par l'équipe pédagogique en raison de leur caractère fondamental et indispensable à tout juriste quelle que soit sa spécialisation), y compris en L3, les étudiants de troisième année de licence pourront choisir de n'approfondir en TD que des matières relevant de l'un ou l'autre des champs disciplinaires (droit public ou droit privé) introduisant ainsi une plus grande personnalisation du parcours de formation.

## **Évolution du projet de la formation**

Sur la localisation des formations, le projet est de fermer le parcours Administration publique à Troyes, en raison d'un trop faible nombre d'inscriptions.

### **Politique et caractérisation de l'offre de formation :**

Politique de formation : La licence Droit continuera de s'inscrire dans la priorité thématique « Sciences humaines et sociales » de l'université. Le droit est une matière fondamentale des SHS.

La formation participe au projet Ailes (PIA 3) afin de faciliter la transition entre le lycée et l'université. Des actions sont mises en place essentiellement depuis le second semestre 2021 et se poursuivent dans le but de mieux communiquer avec les enseignants du lycée et proposer des outils à destination des lycéens pour faciliter la transition (tutoriels vidéo, live de questions-réponses, séquences d'entraînement à la prise de notes...).

De nouvelles passerelles sont envisagées, notamment entre le niveau L2 de la licence Droit et les licences professionnelles dont l'établissement sollicite également l'accréditation (LP Métiers du notariat, LP Activités juridiques : métiers du droit social, LP Métiers des administrations et collectivités territoriales).

Sur le plan des relations avec le monde socio-économique et de la préparation à l'insertion professionnelle, il est prévu d'intégrer à la maquette du diplôme des modules de préprofessionnalisation, permettant notamment aux étudiants de progresser sur la présentation de leurs CV et lettre de motivation et de renforcer leur immersion en milieu professionnel dès la licence (stage obligatoire en L3). Par ailleurs, il est important de noter que la licence de droit répond en tant que tel à un besoin du marché de l'emploi, tant la maîtrise des compétences juridiques est appréciée et recherchée.

Sur le plan de l'adossé à la recherche, il est prévu d'imposer aux étudiants un travail d'études et de recherche leur permettant, à un niveau licence de mettre en œuvre leurs compétences acquises de recherche documentaire et d'argumentation scientifique. Il faut noter aussi que les cours magistraux sont quasiment tous assurés par des enseignants-chercheurs permettant ce lien entre les matières étudiées en licence et la recherche.

### **Qualité pédagogique de l'offre de formation :**

La présentation des maquettes en blocs de compétences et connaissances permettra de déployer l'approche par compétences et de rendre plus visibles les compétences acquises dans la licence. La qualité pédagogique repose en grande partie sur la diversité des enseignants et des pratiques en cours magistral ou en travaux dirigés (avec ou sans support, pédagogie inversée, pédagogie participative, etc.).

#### **DFG comprenant un PASS et mentions de licence comprenant une option « accès santé » (L.AS)**

La structuration des enseignements est en adéquation avec le cadrage défini par l'université de Reims Champagne-Ardenne. La licence sera effectuée en trois années, comprenant chacune 10 UE de 6 crédits ECTS :

La première année de l'option L.AS est composée de 4 UE de santé communes à l'ensemble des licences proposant l'option accès santé, de 4 UE disciplinaires propres à la licence Droit, et de 2 UE transversales ;

La deuxième année est composée de 7 UE disciplinaires (ou d'ouverture) et 2 UE transversales propres à la licence Droit, et de l'UE spécifique à l'accès aux études de santé commune à l'ensemble des licences proposant l'option accès santé ;

La troisième année est composée de 5 UE disciplinaires (ou d'ouverture), d'une UE Stage, d'un TER et de 2 UE transversales propres à la licence Droit, et de l'UE spécifique à l'accès aux études de santé commune à l'ensemble des licences proposant l'option accès santé.

Les enseignements de santé seront dispensés par des enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires et des praticiens des UFR de pharmacie, médecine, odontologie, de l'école de maïeutique et de l'institut de kinésithérapie.

Chaque étudiant inscrit dans l'option L.AS dispose de deux chances pour candidater dans une ou des filières des études de santé proposées à l'URCA (médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie, kinésithérapie). La première chance pourra être réalisée après validation d'au moins 60 crédits ECTS et de l'UE spécifique à la/aux filière(s) choisie(s). La seconde chance pourra être réalisée après validation d'au moins 60 crédits ECTS supplémentaires et de l'UE spécifique à la/aux filière(s) choisie(s).

#### Poursuites d'études et débouchés :

Étudiants admis en 2ème année de MMOP ou 1ère année de EK : poursuite d'études dans la filière dans laquelle ils ont été classés.

Étudiants non admis en MMOPK après deux chances et validant la licence : mêmes poursuites d'études que tous les autres titulaires de la licence Droit.